

Le secteur de l'inclusion : grand oublié du plan de relance ?

Communiqué, 11 juin 2020

Le secteur de l'insertion par l'activité économique (IAE), qui représente 4 000 entreprises et associations et 140 000 personnes en parcours d'insertion vers un emploi durable, tire la sonnette d'alarme sur les impacts économiques de l'après Covid-19. Bercy fait la sourde oreille.

Alors que la crise sanitaire laisse place à une crise économique et sociale et à une hausse historique du chômage de + 7,1 %, les structures inclusives qui accompagnent dans l'emploi les personnes qui en sont très éloignées et rencontrant des difficultés sociales et professionnelles afin de faciliter leur insertion sur le marché du travail, sont plus que jamais essentielles à la nation.

Aujourd'hui, ce secteur de l'économie sociale et solidaire craint que le budget de 1 milliard d'euros voté en 2020 qui lui était consacré et non consommé - en raison du non-cumul possible entre aide au poste et activité partielle - ne soit récupéré par Bercy pour financer le plan de relance d'autres secteurs économiques au lieu de venir soutenir l'activité et la pérennité de ces structures qui luttent contre le chômage de longue durée. L'enquête de la DARES révèle que 95 % des structures de l'inclusion ont stoppé ou fortement baissé leurs activités et 43 % d'entre-elles déclarent une perte d'exploitation supérieure à 20 %. C'est pourquoi les réseaux de l'insertion par l'activité économique avaient travaillé à un plan de soutien et de relance du secteur financé entièrement par le budget déjà sanctuarisé par la Loi de Finances pour 2020.

Pas un euro de plus n'a été demandé au gouvernement pour éviter la fermeture de ces associations et entreprises inclusives. Que représente 1 milliard d'euros pour sauvegarder l'emploi des plus démunies face des plans de dizaine de milliards accordés à d'autres secteurs sans contrepartie ?

Face au silence assourdissant de Bercy, les réseaux de l'insertion par l'activité économique se sont adressés au Premier Ministre à travers une lettre ouverte réclamant le maintien du Budget de l'IAE. Nos structures inclusives appartiennent « au monde d'après » que chacun appelle de ses vœux : inclusives, résilientes, non délocalisables, utiles socialement à leur territoire, développant des solutions durables pour la protection de l'environnement... Elles doivent aujourd'hui être soutenues pour survivre. Nous ne pouvons attendre plus longtemps.



Contact presse :

Emilie Ouchet, **responsable communication pour Coorace**
emilie.ouchet@coorace.org / 06 99 14 59 43

A propos de Coorace :

Coorace est le réseau des entreprises d'utilité sociale territoriale. Il agit avec ses membres pour inventer et essayer des solutions qui créent de la valeur économique, sociale, écologique et citoyenne au cœur des territoires. Ces solutions renforcent l'épanouissement et la dignité des personnes, leur pouvoir d'agir individuel et collectif.

Notre réseau base ses actions sur la coopération et l'innovation pour répondre aux besoins non pourvus sur les territoires, sur la participation et le décroisement pour co-construire collectivement les solutions de demain. Il développe un écosystème apprenant et agile, propice au partage d'expériences, qui révèle, prend en compte et nourrit les compétences de chacun.

Nous invitons chaque acteur, politique, économique, de l'économie sociale et solidaire, à nous rejoindre pour créer avec nous les solutions de territoires d'aujourd'hui et de demain.



Cette action est cofinancée par le Fonds social européen dans le cadre du programme opérationnel national « Emploi et Inclusion » 2014-2020